

Second tour

**Comparatif  
des programmes**



# COMPARATIF DES PROGRAMMES

## En Marche / Front National

**A** la veille du second tour des élections présidentielles et dans un contexte électoral atypique, l'Upe 13 choisit de remettre l'entreprise au cœur des préoccupations du débat et de l'action politique. Seules les entreprises font la croissance de notre pays. La relance de l'emploi, de l'activité, de notre pays passera par l'économie.

Aussi, découvrez ce que proposent les deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle. Ce document, non exhaustif, propose une analyse comparative des programmes vue par le prisme de l'économie et de nos priorités portées dans la publication [#Un13puissance4](#) à savoir : Un territoire d'échanges, Un territoire Tech, Un territoire de savoirs et Un territoire Compétitif. Par ailleurs, un éclairage complémentaire est apporté sur certains sujets ayant un lien avec l'économie et l'entreprise.

# AXE 1 Un territoire d'échanges

## EN MARCHÉ !

## FRONT NATIONAL

### Réussir la privatisation de l'Aéroport / Rétrocession des bassins Est et Ouest du GPMM

- Gel de toute vente d'actifs de l'Etat

### Réussir la mise en œuvre de la 1ère phase de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur / Mettre en place une desserte performante en transport en commun

- 5 milliards € pour les transports et les équipements collectifs locaux
- Modernisation des transports au service de la compétitivité des territoires avec un plan d'urgence pour les investissements de rénovation (rail et route), programme d'investissement sur la lutte contre la congestion en agglomération, accélération de la transformation digitale des routes et trains, loi d'orientation sur les infrastructures dès le début du mandat
- Modernisation des réseaux de transports existants et développement de nouveaux services pour raccorder tous les territoires aux lieux de travail, d'éducation, de culture ou de soins
- Appels à projet à destination des agglomérations pour soutenir des solutions d'information et de distribution intermodales
- Construction d'infrastructures de connexion entre modes de transport (parking relais, gares routières, correspondances)
- Développement des aides à la mobilité pour permettre le retour à l'emploi

- Refus de la libéralisation du rail voulue par l'Union européenne
- Maintien de la SNCF comme entreprise publique
- Regroupement en un seul ministère de l'aménagement du territoire, des transports et du logement
- Renationalisation des sociétés d'autoroutes

### Mais aussi...

#### Relations économiques internationales

- Négociation avec la Chine et les Etats-Unis par l'intermédiaire de l'Europe
- Déploiement d'une stratégie commerciale offensive et discussion avec l'Asie et le Pacifique « pour ne pas laisser les Etats-Unis seul arbitre »

#### Union européenne

- Relance du dialogue stratégique et de la confiance France-Allemagne avec la présentation à l'été 2017 de la stratégie française en matière de réformes de modernisation du pays ainsi que du plan quinquennal de baisse des dépenses courantes. En contrepartie, il sera demandé à l'Allemagne de procéder à une vraie relance budgétaire.
- Poursuite de la convergence économique au sein de la zone euro : mise en place d'un budget de la zone euro pour financer les investissements communs, désignation d'un ministre des finances de la zone euro responsable devant un Parlement de la zone euro...
- Préservation des accords Schengen et limitation de leur suspension aux situations d'urgence

#### Relations économiques internationales

- Interdiction, au titre de la priorité nationale, des importations de produits qui ne respectent pas les normes des producteurs français et taxe de 3% sur les importations
- Refus des traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.)

#### Union européenne

- Ouverture d'une négociation avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples.
- Favorable au « Frexit » : sortie de la France de l'UE
- Référendum sur la sortie de la zone euro de la France. Volonté de création d'une nouvelle monnaie nationale, l'écu, coexistant avec l'euro et permettant les échanges internationaux, maintien de l'euro comme monnaie commune pour les échanges intra-européens et retrait des banques françaises de l'Union bancaire européenne
- Rétablissement des frontières nationales et sortie de l'espace Schengen et mise en place d'un dispositif particulier pour les travailleurs frontaliers pour leur faciliter le passage de la frontière

## AXE 2 Un territoire Tech

### EN MARCHÉ !

### FRONT NATIONAL

#### Equiper notre territoire en haut/très débit

##### Lutte contre les inégalités d'accès au numérique :

- Couverture de l'ensemble du territoire en très haut débit et en 4G d'ici 2022, « l'Etat prendra ses responsabilités partout où cela est nécessaire »
- Elimination des zones blanches
- Stratégie d'inclusion pour les personnes rencontrant des difficultés d'utilisation du numérique : développement d'un réseau d'accompagnement sur le territoire

- Soutien de l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit)

#### Mettre en place un crédit d'impôt pour encourager l'accompagnement et l'amorçage des startups

- Mise en place d'un fonds européen de capital-risque permettant de financer le développement des start-ups européennes du numérique (à hauteur de 5 milliards)
- Sanctuarisation du CIR, du Crédit Impôt Innovation et du dispositif Jeunes Entreprises innovantes et simplification de la mécanique administrative pour en bénéficier

- Recentrage du CIR vers les PME et les startups
- Redirection d'une part de l'assurance-vie (2%) vers le capital-risque et les startups

## AXE 3 Un territoire de savoirs (page 1/3)

### EN MARCHE !

### FRONT NATIONAL

#### Faire de l'apprentissage une voie de formation privilégiée pour intégrer, créer ou reprendre une entreprise

##### Déverrouillage de l'apprentissage :

- Systématisation de l'apprentissage pour toutes les formations professionnelles jusqu'au bac
- Concentration des ressources vers les bas niveaux de qualification
- Création d'un Erasmus de l'apprentissage
- Pour la création d'un statut européen de l'apprenti
- Développement des périodes de pré apprentissage
- Convergence des contrats existants
- Implication des branches professionnelles dans la définition des programmes + l'organisation des formations

- Autorisation de l'apprentissage à partir de 14 ans
- Incitation en prévoyant que les entreprises qui favorisent l'insertion par l'apprentissage et les contrats de professionnalisation sont privilégiées dans les marchés publics

#### S'engager collectivement à mieux intégrer au monde du travail des jeunes éloignés de l'emploi

- Création d'emplois francs : attribution d'une prime de 15 000 euros sur 3 ans à toute entreprise qui recrute en CDI un habitant d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et de 5 000 euros sur les deux premières années pour une embauche en CDD

#### Densifier les écosystèmes des filières d'excellence en favorisant le dialogue et les coopérations fertiles

- Incitation à la coopération étroite entre universités et secteur privé (mailler les entreprises avec des labos de recherche) et multiplication des incubateurs en université, via une action conjointe du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la BPI et des entreprises dans le cadre du mécénat

#### Mettre l'entreprise, l'entrepreneuriat et l'économie au centre de l'éducation, de la formation

- Lien école-entreprise: constitution par les chefs d'établissement d'un réseau d'employeurs de proximité, en particulier au sein des anciens élèves, autour du collège ou du lycée susceptible d'offrir des débouchés professionnels aux jeunes

## AXE 3 Un territoire de savoirs (page 2/3)

### EN MARCHÉ !

### FRONT NATIONAL

#### Agir pour un droit du travail stable, agile et compétitif

##### Baisse des charges sociales

Allègements et suppressions de cotisations sociales patronales compensés par des économies sur la dépense publique et par une fiscalité incitative (sur la consommation et la pollution)

Abaissement des cotisations sociales employeurs pour toutes les entreprises, tous secteurs confondus :

- Remplacement du CICE par une baisse de cotisations sociales employeurs de 6 points
- Jusqu'à une baisse de cotisations sociales employeurs de 10 points au niveau du SMIC

##### Code du travail

Simplification du droit du travail avec la définition par le code du travail d'un socle de droits et règles qui s'imposent aux entreprises (durée légale du travail, salaire minimum, égalité professionnelle). Au-delà, primauté aux accords d'entreprise sur les accords de branche. A défaut d'accord d'entreprise, la branche interviendra.

##### Baisse des charges sociales

Abaissement des charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive. Le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif. Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi.

##### Code du travail

- Abrogation de la loi Travail
- Suppression de la directive « détachement des travailleurs » sur le territoire national

#### Mais aussi ...

##### Prélèvements obligatoires

Baisse des prélèvements obligatoires de 20 milliards d'euros pour soutenir le pouvoir d'achat et l'investissement répartie par moitié entre ménages et entreprises

##### Contrat de travail

Instauration d'un bonus / malus sur l'assurance-chômage pour les entreprises abusant des CDD courts pour encourager le recours au CDI et responsabiliser les entreprises : variation du taux de cotisations patronales (4% aujourd'hui) selon le coût de chaque entreprise pour l'assurance chômage, pour favoriser l'emploi durable.

##### Temps de travail

- Maintien de la durée légale du travail hebdomadaire à 35h mais assouplissement au cas par cas (accords majoritaires)
- Rétablissement des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires

##### Contrat de travail

Instauration d'une priorité nationale en prévoyant une taxe additionnelle sur tout nouveau contrat d'employé étranger : 10 % du salaire brut qui viendra abonder l'assurance chômage et le service public de l'emploi

##### Temps de travail

- Maintien des 35h
- Assouplissement du temps de travail pour favoriser les accords de branches permettant aux salariés de travailler 39 heures payées 39
- Défisicalisation des heures supplémentaires et maintien de la majoration
- Financement des heures supplémentaires par l'Etat grâce à de nouvelles recettes générées par la restauration des droits de douanes et des économies sur l'immigration

## AXE 3 Un territoire de savoirs (page 3/3)

### EN MARCHÉ !

### FRONT NATIONAL

#### Mais aussi ...

##### Chômage / Assurance chômage

- 10 milliards d'économie sur l'assurance chômage avec un objectif de baisse du chômage d'1/3 : taux de chômage ramené à 7% en 2022 (moins 900 000 chômeurs en 5 ans)
- Révision profonde de l'assurance chômage avec notamment un pilotage de l'assurance chômage par l'Etat, un financement par l'impôt et non plus par les cotisations (transfert du pouvoir sur les ressources à l'Etat en remplaçant les 2,4 % de cotisations chômage des salariés par une hausse de 1,7 points de CSG sociales)
- Création d'une assurance chômage universelle avec ouverture des droits à l'ensemble des travailleurs et ouverture des droits aux démissionnaires (1 fois tous les cinq ans)
- Indemnités : refus de la dégressivité des allocations, suspension du versement des allocations chômage après le refus de plus de deux offres d'emploi « décent » pour un salaire qui n'est pas inférieur de plus de 20 à 25% à l'ancien poste...

##### Pénibilité

Suspension du compte pénibilité pour le renvoyer à des accords de branche

##### Pénibilité

Remplacement du compte pénibilité par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée. La pénibilité constatée sera compensée par une majoration des annuités de retraite.

## AXE 4 Un territoire compétitif (page 1/2)

### EN MARCHE !

### FRONT NATIONAL

#### Exiger une réforme profonde des finances et dépenses publiques

- Objectif de 60 milliards d'économies à l'horizon 2022 avec 25 milliards d'économie pour la sphère sociale (15 milliards d'économie sur l'assurance maladie et 10 milliards d'économie sur l'assurance chômage), avec 10 milliards € de réduction de la dépense locale pour les collectivités...
- Respect de l'engagement européen des 3% de déficit
- Réduction de la dépense publique de 3 points de PIB d'ici 2022 (réduction de la part des dépenses dans la richesse nationale à 52% en 2022)
- Pas de baisse des dotations pour les collectivités mais pacte de 5 ans avec les collectivités pour contractualiser une baisse de 10 milliards d'euros de leurs dépenses sur 5 ans
- Suppression de 120 000 fonctionnaires (hors sécurité, justice et personnels soignants des hôpitaux). Pour les collectivités locales, baisse des effectifs de 70 à 75 000 sur 5 ans
- Plan d'investissement de 50 milliards à horizon 2022 dont 10 milliards accessible pour les collectivités territoriales

- Fin des mauvaises dépenses publiques (immigration et UE)
- Lutte contre la fraude fiscale et sociale
- Renationalisation de la dette française
- Gel de toute vente d'actifs de l'Etat
- Augmentation des effectifs de la fonction publique hospitalière, de la police, des militaires et des douaniers
- Baisse du nombre de fonctionnaires territoriaux du fait des fusions des strates administratives et du non-remplacement de certains départs à la retraite

#### Mettre en place une simplification et une stabilité des dispositions législatives et fiscales

- Loi de programmation des finances publiques pour 5 ans fixant les objectifs et trajectoires pour chaque secteur (Etat et agences, sécurité sociale, collectivités locales)
- Octroi de la visibilité aux collectivités territoriales sur leurs ressources sur 5 ans
- Pas de création de nouvelles normes de construction durant le prochain quinquennat (hors textes communautaires)

- Allègement de la complexité administrative et fiscale pesant sur les TPE-PME (guichet unique dédié pour le social, fiscal, administratif...)
- Stabilité du cadre réglementaire et fiscal pour garantir la visibilité des TPE-PME

#### Réussir l'harmonisation des régimes de protection sociale

- Suppression du RSI pour l'adosser au régime général

- Organisation d'Assises sur la protection sociale des indépendants pour refondre complètement le RSI et amnistie générale des arriérés du RSI
- Création d'un bouclier social pour les indépendants en leur proposant le choix de s'affilier au régime général ou de conserver la spécificité de leur régime après une refonte totale du RSI qui fonctionnera sur la base de l'auto-déclaration trimestrielle des revenus



## AXE 4 Un territoire compétitif (page 2/2)

### EN MARCHÉ !

#### Mais aussi ...

##### Protection sociale / Sécurité sociale

- Modification des sources de financement de la protection sociale pour porter davantage sur la consommation, la pollution ou d'autres revenus que ceux du seul travail
- Réforme des prestations sociales des plus modestes : report du retrait des prestations en cas de reprise d'activité afin d'inciter au retour sur le marché du travail

##### Retraites

- Création d'un système universel de retraite pour que 1€ versé pour cotisation ouvre aux mêmes droits quel que soit le secteur, la catégorie ou le statut
- Pas de modification de l'âge légal de la retraite (62 ans)

##### Réforme territoriale

- 10 milliards € du plan d'investissement consacré aux actions des collectivités (financement de l'amélioration des services publics locaux, conclusion des contrats de développement durable avec les collectivités locales) et conclusion d'un pacte quinquennal entre l'Etat et les associations représentant les collectivités
- Réduction du millefeuille administratif :
  - Suppression d'au moins ¼ des départements lorsqu'ils peuvent être rapprochés d'une grande métropole
  - Transfert de compétences de villes de petites tailles en territoires ruraux vers les départements + regroupement des plus petits départements
  - Réflexion sur toutes les décentralisations possibles pour recentrer l'Etat sur le cœur de ses missions
  - Articulation d'un couple régions-métropoles

##### Fiscalité

- ISF : transformation en impôt sur la rente immobilière. La part qui finance l'économie réelle, c'est-à-dire la détention d'entreprise ou d'action (dont assurance-vie), ne serait plus imposée.
- IS : Abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés à 25 % d'ici 2022
- Imposition des revenus du capital : prélèvement forfaitaire unique (comprenant l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux) au taux de 30% pour tous les revenus du capital : intérêts, loyers, dividendes, plus-values...
- CIR, Crédit Impôt Innovation et dispositif Jeunes Entreprises innovantes : sanctuarisation et simplification de la mécanique administrative pour en bénéficier
- Imposition des grands groupes de l'internet sur leur chiffre d'affaires réalisé sur le sol français
- Expérimentation pendant une année du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu sans toutefois plaider pour la généralisation immédiate

### FRONT NATIONAL

##### Protection sociale / Sécurité sociale

- Pérennisation du financement en simplifiant l'administration du système, en luttant contre la gabegie financière et en investissant dans les nouveaux outils numériques pour permettre des économies durables
- Création d'un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance

##### Retraites

Abaissement de l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour percevoir une retraite pleine

##### Réforme territoriale

- Suppression des régions et des intercommunalités (réforme constitutionnelle)
- Réorganisation de l'Etat autour de 3 strates : commune, département, Nation
- Revalorisation du statut de maire et de sa rémunération dans les communes petites et moyennes
- Souhait d'un plan pluriannuel d'investissement public

##### Fiscalité

- ISF : maintien de l'ISF, pérennisation des dispositifs de défiscalisation qui profitent au financement des TPE-PME par le maintien de l'ISF
- IS : maintien du dispositif à taux réduit à 15 % de l'IS pour les TPE-PME et création d'un taux intermédiaire à 24 % (au lieu de 33 %) pour les PME (15 % pour les 75 000 premiers euros de bénéfices)
- CIR : recentrage vers les PME et les startups
- Suppression des impôts à très faibles rendements
- Exonération totale des plus-values de cession des actions et parts sociales des PME-PMI au bout de sept ans
- Promotion des secteurs stratégiques de la recherche et de l'innovation, en augmentant la déductibilité fiscale des dons
- Création d'une taxe sur l'activité réalisée en France par les grands groupes et les profits qui auraient été détournés, interdiction d'accès aux marchés publics aux multinationales qui pratiquent l'évitement fiscal et refusent de régulariser leur situation
- Instauration d'une taxe pouvant aller jusqu'à 35 % pour tout produit issu d'une usine qui aura été délocalisée à l'étranger et qui serait réimporté en France
- Suppression du prélèvement à la source